

possibilité du développement de deux partis socialistes ». (4).

Kardelj « a été stupéfait en entendant cela » et a entrepris aussitôt de démolir « ces thèses » de Djilas. Mais en réalité, dit encore Kardelj, Djilas, en parlant de la relève des forces « moins démocratiques » par des « forces plus démocratiques » commet une erreur — probablement, selon Kardelj, encore plus « stupéfiante » — celle « d'exiger qu'on ait le droit de former des fractions et des groupes au sein de la Ligue » (ex-Parti Communiste Yougoslave) ! (5).

Nous voilà par conséquent bien fixés sur les conséquences ultimes des idées de Djilas et les craintes si grandes de Kardelj à leur égard.

Il est intéressant maintenant de voir par quels arguments ce dernier réfute les « thèses » incriminées de Djilas. En réalité son argumentation est très faible et réside en ceci : a) le système de partis multiples (et probablement de tendances dans un parti) est un idéal bourgeois (de la démocratie occidentale bourgeoise) et non prolétarien idéal qui correspond à des conditions économiques et sociales absolument différentes de celles (« socialistes ») de la Yougoslavie ; b) les « formes de la démocratie socialiste doivent sortir organiquement des rapports sociaux socialistes. Et comme les rapports sociaux socialistes signifient le dépérissement de la société de classe en général, et par conséquent la suppression des antagonismes de classe et, en fin de compte, la suppression de tout pouvoir en général, l'orientation du développement de la démocratie socialiste ne peut être qu'une : celle qui permettra à chaque citoyen de participer directement aux décisions sur tous les problèmes sociaux. Ainsi personne n'éprouvera plus le besoin de se mettre en rangs derrière qui que ce soit, ou partis, et personne n'aura plus besoin de disputer le pouvoir » (souligné par nous). (6).

Au nom de la « démocratie socialiste » future « sans partis » et sans « dispute de pouvoir » (qui dans ce cas est dépassement aussi de toute « démocratie » qui suppose un pouvoir de classe), Kardelj consacre rapidement entre temps le monopole politique du *Parti monolithique unique*.

Le processus de la consolidation des rapports sociaux socialistes, d'où effectivement sortiront des formes plus élevées de démocratie socialiste, et d'autoadministration communiste ensuite, est historiquement long et, de toute manière, impossible à achever dans le cadre national, surtout d'un pays comme la Yougoslavie.

L'édification socialiste peut et doit commencer même dans ces conditions,

et pourra incontestablement améliorer infiniment davantage le niveau matériel et culturel des masses que sous le capitalisme ; mais elle ne sera ni rectiligne ni exempte de la survivance de la lutte des classes et de son expression dans de nouvelles formes, résultant de nouveaux problèmes, de nouvelles difficultés et de nouveaux heurts.

Les besoins et intérêts différents du prolétariat, de la paysannerie, ainsi que de leurs couches diverses (ni l'une ni l'autre de ces classes n'étant homogène) et de l'appareil d'Etat, se refléteront inévitablement dans le cas d'un *Parti unique* dans ce parti même. Pour que ce dernier puisse contenir dans son sein même toutes ces pressions et dénouer les conflits qui en résultent, aux moindres frais possibles, il doit être un organisme d'un haut niveau politique et hautement démocratique, qui admet l'inévitabilité de groupements, de tendances idéologiques temporaires, afin d'éviter les fractions organisées permanentes et secrètes.

Il y a là une chance qu'un tel parti puisse effectivement régulariser la vie politique du pays dans ses expressions les plus hautes, et se passer d'une ou de plusieurs autres formations politiques de masse. Mais, même dans ce cas, la possibilité doit exister pour que de tels partis puissent se former. Le monopole du Parti révolutionnaire dans la période de transition et la dictature de classe ne pourra être que le résultat de l'appui volontaire des masses à ce parti, récompensant sa politique générale juste dans tous les domaines.

On n'est pas le *Parti révolutionnaire unique* par définition, une fois pour toutes, à cause d'une étape dans le passé ou à cause d'une autoconsécration de sa direction déclarée par elle-même et pour toujours la direction de la classe. Le Parti révolutionnaire revendique ce titre dans le combat constant pour qu'il soit reconnu en tant que tel, librement par les masses — combat de tous les jours, avant, pendant et après la prise du pouvoir.

La voie stalinienne du parti monolithique unique comme synonyme de la dictature du prolétariat a fait faillite d'une manière éclatante aussi bien en U.R.S.S. que dans les autres Etats anti-capitalistes. Les Yougoslaves n'échapperont pas aux conséquences d'une telle expérience s'ils persistent dans la même voie.

Il est intéressant de remarquer que Kardelj, qui reproche constamment et à juste titre à Djilas l'explication « idéaliste » qu'il donne du bureaucratisme sans se référer aux racines plus profondes du phénomène, consécutivement au bas niveau économique et culturel du pays, et sans envisager son véritable dépérissement dans le cadre d'une consolidation de conditions matérielles et culturelles supérieures, ne déduit lui aussi aucune conclusion de l'immatunité actuelle de ces conditions sur la nature et le rôle du Parti, et sur le mécanisme

(4) Ibid., page 45.

(5) Ibid., pages 69-70.

(6) Ibid., page 47.